

Annexe 10a – Fiche synthétique sur la doctrine des services de l'État en matière de prise en compte des risques "cavités souterraines et à ciel ouvert"

Extrait de la Note

« Les principes de prévention des risques naturels dans les documents locaux d'urbanisme »
Modalités d'application au Département de Seine Maritime
Risques liés aux cavités souterraines

PRISE EN COMPTE ET TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE DU RISQUE DANS LES DOCUMENTS LOCAUX D'URBANISME

Politique départementale de gestion du risque

En local, l'État porte un triple principe d'information, de précaution et d'action préventive pour la prise en compte des risques dans les documents d'urbanisme. Cela sous tend une traduction de portée informative et réglementaire.

Des secteurs inconstructibles et/ou gérant les constructions existantes devront être délimités. Pour cet aléa, la notion d'occurrence ne peut être précisée. La zone de risque à prendre en compte dans le document d'urbanisme est déterminée par un périmètre établi selon les indications données ci-après :

Pour les marnières

La zone de risque est définie généralement par rayon de 60 m. Ce rayon de 60 m est issu d'une analyse statistique, menée par le BRGM en 1997 sous l'autorité de la Préfecture, qui a permis d'identifier que le rayon maximal des cavités étudiées était inférieur ou égal à 55 m dans 98 % des cas.

Toutefois :

- En cas de terrains à flanc de coteaux, il convient de retenir un demi-cercle de 60 m en amont du point d'entrée de la carrière où le risque d'éboulements existe,
- En cas d'indice non localisé sur parcelle dite napoléonienne, le principe est de geler la parcelle ainsi qu'une bande de terrain de 60 m en son pourtour,
- Lorsqu'une déclaration d'ouverture de carrière souterraine est retrouvée aux archives et peut être localisée à la parcelle, et que des investigations complémentaires permettent de retrouver une cavité souterraine, le secteur de risque est réduit en conséquence.

Pour les cailloutières, sablières, argilières et les bétaires,

Un rayon est de 35 m est à retenir.

Pour les puisards ou puits d'eau

L'État ne porte pas l'institution d'un périmètre de protection a priori. Le cas échéant, le bureau d'études peut définir un périmètre autour des puits d'eau et puisards. Le rayon défini en fonction des caractéristiques de l'ouvrage (profondeur, présence ou non de maçonnerie...) sera alors repris dans le document d'urbanisme.

Pour les indices investis

Le cas échéant, le périmètre défini par le bureau d'études lorsque des investigations ont été menées sera repris.

Pour les carrières à ciel ouvert

L'État ne porte pas l'institution d'un périmètre de protection a priori. Le cas échéant, le bureau d'études peut définir un périmètre qui prend en compte la potentialité d'éboulement et de chutes de blocs du front de taille et qui sera alors repris par le document d'urbanisme.

Pour les souterrains

L'État ne porte pas l'institution d'un périmètre de protection a priori. Le cas échéant, le bureau d'études peut définir un périmètre qui sera alors repris par le document d'urbanisme.

Plan local d'urbanisme

Le triple principe d'information, de précaution et d'action préventive est à traduire selon les éléments guides suivants :

Le rapport de présentation :

- Expose la méthodologie retenue pour l'identification des cavités souterraines connues ou suspectées sur la base de l'inventaire réalisé ; le cas échéant justifie de l'absence d'aléas sur le territoire communal.
- Intègre un tableau de synthèse, issu de l'inventaire ou réalisé sur sa base, en le complétant le cas échéant du périmètre de risque associé (numéro, origine de l'information, nature de l'indice, nature des matériaux exploités, périmètre de risque associé le cas échéant,...).
- Associe au tableau de synthèse une carte à la précision parcellaire (de l'ordre du 1/5000 °), issue de l'inventaire ou réalisée sur sa base, de localisation exhaustive des indices numérotés, et délimitant pour les indices concernés le périmètre de risque associé,
- Rappelle la doctrine départementale en matière de périmètres de risque à retenir, comme indiquée ci-dessus,
- Motive les prescriptions restrictives applicables,
- Évalue les incidences du PLU sur l'environnement en matière de prise en compte du risque,
- Explique le suivi du risque (inapplication des prescriptions réglementaires en cas de levée du risque et modification à envisager à court terme pour mise à niveau du PLU, application des dispositions du R.111-2 en cas de nouvel indice non reporté, ...).

L'inventaire des cavités souterraines réalisé peut être annexé en tout ou partie au rapport de présentation. Cependant dans ce cas, sa simple annexion n'est pas suffisante et les éléments exposés ci-dessus doivent être précisés.

Le règlement :

- Reporte les périmètres de risque en application de l'article R.123-11b, soit par un tramage spécifique indépendant du zonage d'urbanisme, soit par un secteur de zone reprenant le parti d'aménagement retenu (ex. secteurs indicés U, AU, A ou N pour un PLU).
- Fixe les prescriptions réglementaires associées. En zones construites, il convient de prescrire les mesures de mises en sécurité et de non aggravation du risque. En zone non construite, il convient d'éviter toute urbanisation nouvelle. Indépendamment de la représentation graphique retenue (zonage ou tramage), les dispositions réglementaires seront à conseiller sous la forme d'un article premier interdisant toutes les constructions et d'un article second énumérant de façon exhaustive les constructions admises :
 - ◆ Le règlement doit essentiellement gérer le bâti préexistant en retenant une prescription générale,
 - En zones U, AU et N (hors vocation agricole), et sans aucunement en faire un systématisme, une formulation de ce type peut être proposée : *« sont autorisées l'extension mesurée des constructions existantes pour l'amélioration du confort des habitations sous réserve que ces travaux n'aient pas pour effet d'augmenter le nombre de logements, ainsi que leurs annexes de faible emprise, jointive ou non; la reconstruction après sinistre des constructions existantes à condition que celui-ci ne soit pas lié à un effondrement du sol ».*
 - En zone A, il convient de conditionner l'évolution du bâti pré existant aux seules constructions liées à l'exploitation agricole et d'autoriser de plus la mise en conformité des installations agricoles.

- ◆ Dans les zones où le parti d'aménagement le permet, sont à autoriser :
 - les voiries et équipements liés,
 - les ouvrages techniques divers nécessaires au fonctionnement des services publics, répondant aux besoins de la zone ou de portée plus générale.(dans ces cas, la responsabilité du traitement du risque incombe au maître d'ouvrage).
- ◆ Il convient aussi d'autoriser les aménagements ayant pour objet de vérifier ou supprimer les risques.

Nota : la note parallèle relative aux risques et à l'application en matière d'autorisation d'urbanisme, précise selon différents cas, les principes guides posés par le règlement d'urbanisme.

Carte communale

De manière générale, le document graphique de la carte communale délimite les zones constructibles et celles à constructibilité limitée : toute autre information est à proscrire.

Ce qui concerne le risque doit donc figurer essentiellement au rapport de présentation (qualification du risque, éléments méthodologiques, conclusions à tirer en matière de délimitation des zones, utilisation de l'article R111-2).

Le rapport de présentation :

La façon de procéder est identique au PLU : se reporter au point IV.2.1 ci-avant.

D'un point de vue pratique, il est conseillé de réaliser la carte des indices de cavités souterraines avec les périmètres de risques associés à la même échelle que la pièce graphique opposable de la CC.

Le document graphique :

S'agissant de présomption de cavités ou d'un aléa pouvant être levé par comblement ou investigation préalable, il n'y a pas lieu de soustraire de façon systématique les indices et leurs périmètres associés de la zone constructible. Le parti d'urbanisme devra néanmoins être explicité : les secteurs non ou faiblement impactés sont à privilégier.

En terme d'application du droit des sols, si la demande de construction se situe dans la zone de constructibilité, soit l'état de la connaissance du risque n'a pas progressé et il est fait application de l'article R.111-2, soit une étude ou des travaux sont intervenus depuis l'approbation de la carte communale, qui lèvent la suspicion de risque, auquel cas le risque n'est plus un motif de refus. Cette disposition pourra être reprise dans le rapport de présentation ultérieurement lors d'une révision de la carte communale.

La carte communale ne peut identifier dans son document graphique des secteurs de risques (article R124-2).